

Mars
2017

MINISTÈRE DU BUDGET ET DU
PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET
DES FINANCES



COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN MARS 2017

EXECUTION DU BUDGET



SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
I- REALISATION DES RESSOURCES.....	4
1.1 Ressources budgétaires.....	5
1.1.1 Ressources intérieures.....	5
1.1.2 Ressources extérieures.....	7
1.2 Ressources de trésorerie	8
II-EXECUTION DES DEPENSES	9
2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type	9
2.1.1 Dépenses budgétaires.....	10
2.1.2 Dépenses de trésorerie.....	13
2.2 Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption des services	14
2.3 Analyse des dépenses par grande fonction	15
2.4 Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres	17
III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES.....	18
IV- EVOLUTION DES INDICATEURS BUDGETAIRES DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER	18
4.1 Plancher sur les dépenses pro-pauvres.....	18
4.2 Plancher sur les recettes fiscales	18
CONCLUSION	19

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Réalisation des ressources budgétaires de l'Etat à fin mars 2017	4
Tableau 2 : Situation des dépenses budgétaires par type à fin mars 2017	9
Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et d'élections) par Institution et Ministère à fin mars 2017.....	14
Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses globales par grande fonction à fin mars 2017	15
Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin mars 2017	17
Tableau 6 : Etat des paiements effectués par les comptables par nature de dépenses à fin mars 2017	18
Tableau 7 : Evolution des indicateurs budgétaires du programme économique et financier à fin mars 2017	18

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin mars 2017	5
Graphique 2 : Etat d'exécution des dépenses à fin mars 2017	10
Graphique 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat par grande fonction à fin mars 2017	15
Graphique 4 : Dépenses d'investissement par grande fonction à fin mars 2017	16

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage de l'exécution budgétaire à fin mars 2017	21
Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales budgétaires à fin mars 2017	22
Annexe 3 : Situation des dépenses par secteur et par fonction à fin mars 2017	23
Annexe 4 : Etat détaillé des dépenses par secteur et par fonction à fin mars 2017	24
Annexe 5 : Situation des dépenses par Ministère et Institution à fin mars 2017	26
Annexe 6 : Situation d'exécution des dépenses sociales à fin mars 2017	27
Annexe 7 : Etat d'exécution des dépenses pro pauvres à fin mars 2017	28

INTRODUCTION

L'exécution budgétaire au premier trimestre 2017 s'est déroulée dans un environnement sociopolitique marqué par les chocs extérieurs et intérieurs.

En effet, au plan socio-politique, des revendications sociales ont été enregistrées en début d'année. Toutefois, les réponses apportées par le Gouvernement ont permis de normaliser la situation.

Au niveau économique, les cours des matières premières ont enregistré des évolutions à la baisse pour le cacao et à la hausse pour le pétrole brut.

Par ailleurs, la Côte d'Ivoire a organisé au cours du premier trimestre la cinquième édition du Forum des Marchés Emergents et de la deuxième édition de la Conférence Internationale sur l'Émergence de l'Afrique (CIEA) tenues en mars 2017. Ces rencontres de haut niveau ont permis de réaffirmer sa volonté d'atteindre l'émergence en 2020.

Au plan budgétaire, des rencontres avec les principaux acteurs de l'exécution des dépenses publiques se sont tenues, en vue d'une meilleure appropriation des mesures d'encadrement devant permettre d'assurer une bonne gestion budgétaire au cours de l'année 2017. En outre, dans le but d'améliorer l'efficacité des dépenses et de renforcer la bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques, il a été procédé à une rotation des Directeurs des Affaires Financières (DAF) et des Contrôleurs Financiers des institutions et ministères ainsi que des Contrôleurs Budgétaires.

L'objet de la présente Communication en Conseil des Ministres est de faire l'état d'exécution du budget à fin mars 2017, à travers l'analyse des situations des mobilisations de ressources et d'exécution des dépenses.

I- REALISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin mars 2017 s'élèvent à **1 307,1 milliards** pour un objectif de **1 359,8 milliards**, soit un taux de 96,1%. Ces réalisations sont constituées de 1 281,3 milliards de ressources budgétaires (98% des recettes totales) et 25,8 milliards de ressources de trésorerie.

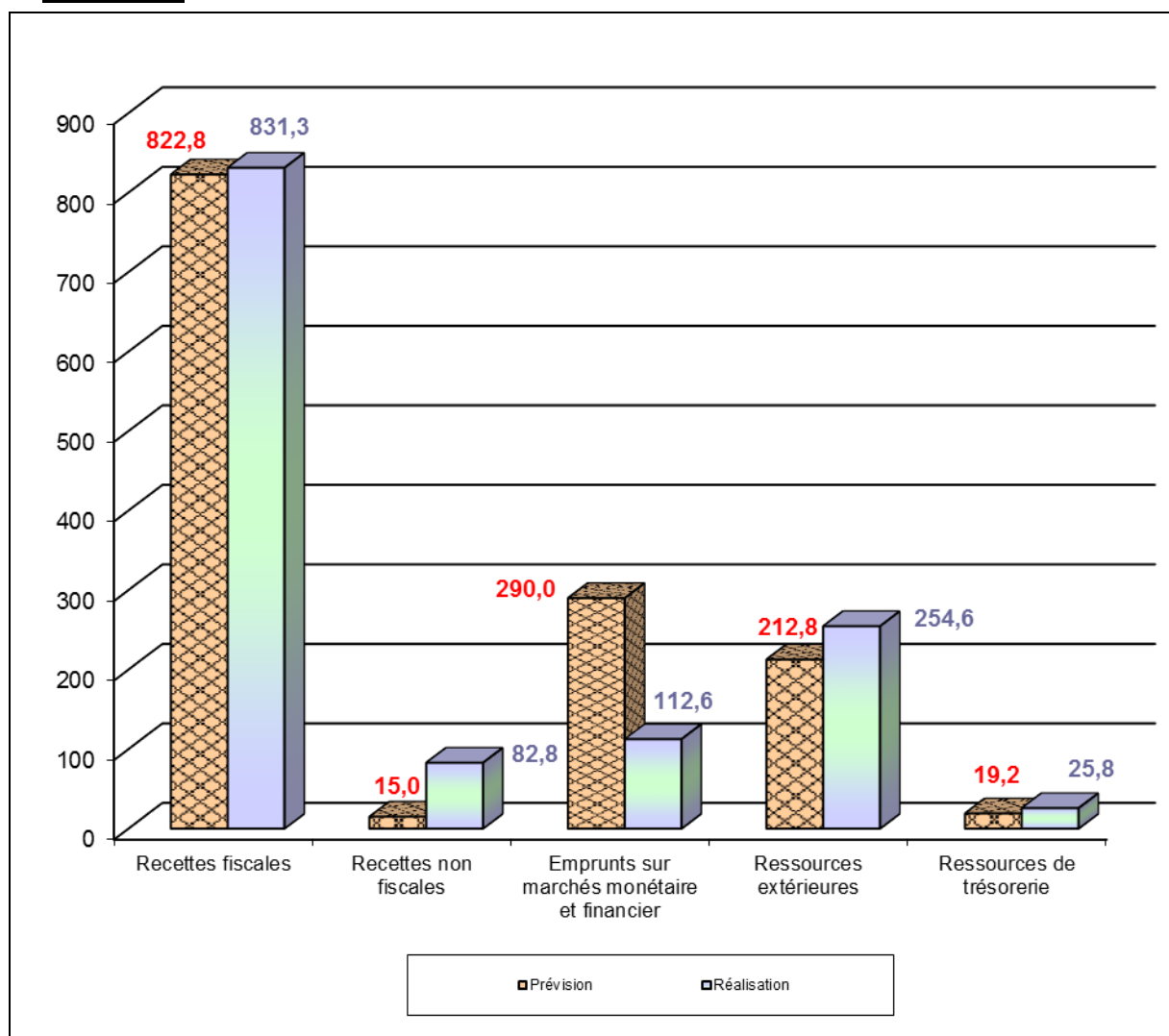
Tableau 1 : Réalisation des ressources budgétaires de l'Etat à fin mars 2017

(En milliards de francs CFA)

Nature des ressources	Fin mars 2016			Fin mars 2017		
	Objectif	Réalisation	Taux de réalisation	Objectif	Réalisation	Taux de réalisation
Ressources budgétaires	1 106,0	1 141,2	103,2%	1 340,6	1 281,3	95,6%
Ressources intérieures	890,5	953,8	107,1%	1 127,8	1 026,6	91,0%
Recettes fiscales	698,1	755,9	108,3%	822,8	831,3	101,0%
Recettes non fiscales	12,5	12,4	99,8%	15,0	82,8	551,4%
Emissions titres publics	180,0	185,5	103,1%	290,0	112,6	38,8%
Ressources extérieures	215,4	187,4	87,0%	212,8	254,6	119,7%
Appuis budgétaires	0,0	0,0		0,0	0,0	
<i>dont FMI</i>	0,0	0,0		0,0	0,0	
<i>AFD (C2D)</i>	0,0	0,0		0,0	0,0	
Financement extérieur	215,4	187,4	87,0%	212,8	254,6	119,7%
<i>Dons-projets</i>	85,6	57,6	67,2%	39,1	40,8	104,3%
<i>Emprunts-projets</i>	129,8	129,9	100,1%	173,7	213,9	123,2%
<i>Dons-programmes</i>	0,0	0,0		0,0	0,0	
Ressources de trésorerie	21,7	20,4	94,1%	19,2	25,8	134,5%
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	18,2	18,2	100,0%	15,2	15,2	100,0%
TVA secteur électricité	3,5	2,2	63,3%	4,0	10,6	265,5%
Total Ressources	1 127,7	1 161,6	103,0%	1 359,8	1 307,1	96,1%

Sources : DGBF-DGI-DGD-DGTCP-DGE

Graphique 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin mars 2017



Sources : DGBF-DGI-DGD-DGTCP-DGE

1.1 Ressources budgétaires

Les **ressources budgétaires** ont été recouvrées à hauteur de **1 281,3 milliards** pour une prévision de 1 340,6 milliards, soit un taux de réalisation de 95,6%. Ces réalisations comprennent 80,1% de ressources intérieures et 19,9% de ressources extérieures.

1.1.1 Ressources intérieures

Les ressources intérieures se décomposent en recettes fiscales, recettes non fiscales et emprunts sur les marchés monétaire et financier. Elles ont été mobilisées à hauteur de **1 026,6 milliards** contre un objectif de 1 127,8 milliards, soit un taux de mobilisation de 91%.

➤ Recettes fiscales

Les **recettes fiscales** représentent 81% des ressources intérieures. Elles ont été recouvrées à hauteur de **831,3 milliards** contre un objectif de 822,8 milliards, soit un taux de réalisation de 101%.

Ce résultat est principalement lié aux performances enregistrées dans le recouvrement des taxes à l'exportation (DUS), des droits d'enregistrement café-cacao, des revenus du gaz, de l'impôt BIC hors pétrole et de la taxe sur le caoutchouc.

Les taxes à l'exportation (DUS) ont été recouvrées à hauteur de 204,1 milliards contre un objectif de 151,9 milliards, soit un écart positif de 52,2 milliards qui s'explique par un volume excédentaire de cacao de 178 968 tonnes par rapport aux projections (784 841 tonnes en réalisation contre 605 873 tonnes attendues) et par un prix CAF moyen plus élevé que prévu (1803,4 FCFA /Kg en réalisation contre 1678,7 FCFA /Kg en objectif). Le niveau élevé du prix CAF par rapport à la tendance baissière observée sur le marché résulte du mécanisme de vente à terme et de l'unicité du prix CAF de Référence sur la campagne principale d'octobre 2016 à mars 2017. Les nouveaux prix entrent en vigueur à partir du 1^{er} avril 2017.

Les droits d'enregistrement café-cacao s'élèvent à 59,2 milliards avec un écart positif de 26,8 milliards par rapport aux objectifs de 32,4 milliards, en rapport avec un excédent de 65,4% de quantité de cacao soumise à la formalité de l'enregistrement par rapport aux prévisions et des prix plus élevés que prévus comme précédemment expliqué.

Les revenus du gaz se situent à 19,4 milliards pour une prévision de 16,5 milliards, dégageant ainsi un excédent de 3 milliards en lien avec une hausse de la production.

L'impôt BIC hors pétrole et gaz a été recouvré à hauteur de 13,6 milliards contre une prévision de 12,1 milliards, soit un écart positif de 1,5 milliard lié principalement à la régularisation de la situation fiscale de Côte d'Ivoire Télécom pour 1,2 milliard suite à sa fusion-absorption par Orange Côte d'Ivoire.

La taxe sur le caoutchouc non initialement prévue a été collectée à hauteur de 2 milliards du fait d'un niveau de prix international du caoutchouc plus élevé que le seuil de 1000 FCFA/Kg fixé pour le recouvrement de cette taxe.

Toutefois, l'effet de ces performances a été atténué par les contre-performances enregistrées sur certaines taxes, notamment les taxes sur les produits pétroliers, les marchandises générales, les boissons, les tabacs et les télécommunications.

Les taxes à l'importation sur les produits pétroliers s'élèvent à 64,7 milliards pour un objectif de 109,9 milliards, soit un écart négatif de 45,1 milliards qui se justifie par des niveaux de taxation inférieurs aux projections (gasoil : 134,1 francs/litre pour un objectif de 224,1 francs/litre et super carburant : 139,8 francs/litre pour un objectif de 230,9 francs/litre) et par un volume de gasoil mis à la consommation moins important que prévu de 9,1 millions de litres.

Les taxes à l'importation sur les marchandises générales se sont établies à 178,5 milliards, affichant ainsi une contreperformance de 14,3 milliards essentiellement liée à la baisse des prix (307,6 francs/kg en moyenne en réalisation contre 336,2 francs/kg en moyenne prévue) et à des volumes de mises à la consommation en droit commun inférieurs aux prévisions (2 376 936 de tonnes en réalisation contre 2 651 275 de tonnes attendus).

Les taxes sur les boissons et tabacs ont été recouvrées à hauteur de 9,3 milliards contre une projection de 12,6 milliards. La contreperformance de 3,3 milliards enregistrée est due principalement à la délocalisation de certaines activités par les entreprises du secteur.

La taxe sur les télécommunications s'est établie à 10,1 milliards contre un objectif de 16,5 milliards, soit un écart négatif de 6,4 milliards dû essentiellement à la fusion-absorption de Côte d'Ivoire Télécom par Orange Côte d'Ivoire ayant entraîné la non taxation des transactions commerciales entre les deux opérateurs (interconnexion, usage du réseau, divers autres services).

➤ **Recettes non fiscales**

Les **recettes non fiscales** ont été recouvrées à hauteur de 82,8 milliards contre 15 milliards prévus, soit un écart positif de 67,8 milliards lié principalement au paiement au cours du premier trimestre de 65 milliards de redevance de téléphonie cellulaire dans le cadre du renouvellement des licences, initialement attendus au quatrième trimestre.

Ce niveau de réalisation comprend en outre :

- ✓ **les revenus du domaine** : 8 milliards contre 9,4 milliards prévus ;
- ✓ **les produits de privatisation et vente d'actifs** : 5,5 milliards au titre de la privatisation de la CIDT, non initialement prévus au premier trimestre ;
- ✓ **les versements des entreprises** : 0,3 milliard contre une prévision de 0,2 milliard ;
- ✓ **les recettes des services** : 3,9 milliards contre 1,4 milliard prévu.

➤ **Emissions de titres d'Etat**

Les mobilisations de l'Etat sur les marchés monétaire et financier se chiffrent à 112,6 milliards contre 290 milliards prévus, soit un écart négatif de 177,4 milliards. Ce niveau de mobilisation comprend 52,6 milliards au titre de bons du Trésor et 60 milliards d'encaissement partiel de l'emprunt obligataire TPCI du mois de mars 2017.

1.1.2 Ressources extérieures

Les **ressources extérieures** ont été mobilisées à hauteur de 254,6 milliards pour un objectif de 212,8 milliards, soit un excédent de 41,8 milliards. Ces ressources intègrent les tirages sur les emprunts-projets et les dons-projets.

Les tirages sur les **emprunts-projets** se sont établis à 213,9 milliards contre 173,7 milliards prévus, soit un taux d'exécution de **123,2%**. Elles proviennent principalement des bailleurs suivants :

- ✓ **Eximbank Chine** : **183,4 milliards** dans le cadre du :
 - projet développement et de réhabilitation du réseau électrique en Côte d'Ivoire (172,9 milliards) ;

- projet d'interconnexion des réseaux électriques Côte d'Ivoire Mali (9,4 milliards).
 - projet d'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré (1,2 milliard) ;
- ✓ **Banque Mondiale : 11,1 milliards** mobilisés essentiellement pour le projet de renforcement de l'alimentation en eau potable en milieu urbain.
 - ✓ **Banque Africaine de Développement : 8 milliards** pour le financement du projet d'appui au pôle agro-industriel du bélier ;
 - ✓ **Banque Islamique de Développement : 2,5 milliards** essentiellement au titre :
 - du Programme National de Développement Communautaire (1,8 milliard) ;
 - du projet d'amélioration des services de cardiologie de Bouaké en Côte d'Ivoire (0,7 milliard) ;

Les **dons-projets** ont été exécutés à hauteur de 40,8 milliards contre un objectif de 39,1 milliards, soit un taux de réalisation de 104,3%. Ils proviennent principalement des bailleurs ci-après :

- ✓ **Banque Mondiale : 23,8 milliards** pour le financement du projet de renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire ;
- ✓ **Union Européenne : 4,6 milliards** pour soutenir le programme d'appui au foncier rural ;
- ✓ **Fonds International pour le Développement de l'Agriculture : 5,1 milliards** au titre de l'appui à la production et à la commercialisation-extension ;
- ✓ **Fonds Africain de Développement : 3 milliards** pour le programme d'appui au renforcement de la compétitivité du secteur industriel ;
- ✓ **GTZ : 2,9 milliards** destinés essentiellement à la promotion des filières agricoles et de la biodiversité.

1.2 Ressources de trésorerie

En plus des ressources budgétaires recouvrées, 25,8 milliards ont été enregistrés au titre des recettes de trésorerie. Elles comprennent :

- ✓ 15,2 milliards de remboursement de crédits de TVA ;
- ✓ 10,6 milliards de recettes de TVA affectées au secteur électricité.

II-EXECUTION DES DEPENSES

2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type

Les dépenses exécutées à fin mars 2017 s'élèvent à **1 240,1 milliards** pour une prévision de 1 372,1 milliards, soit un taux d'exécution de 90,4%.

Ces dépenses comprennent **1 214,3 milliards** de dépenses budgétaires (97,9% des dépenses totales) et **25,8 milliards** de dépenses de trésorerie (2,1%).

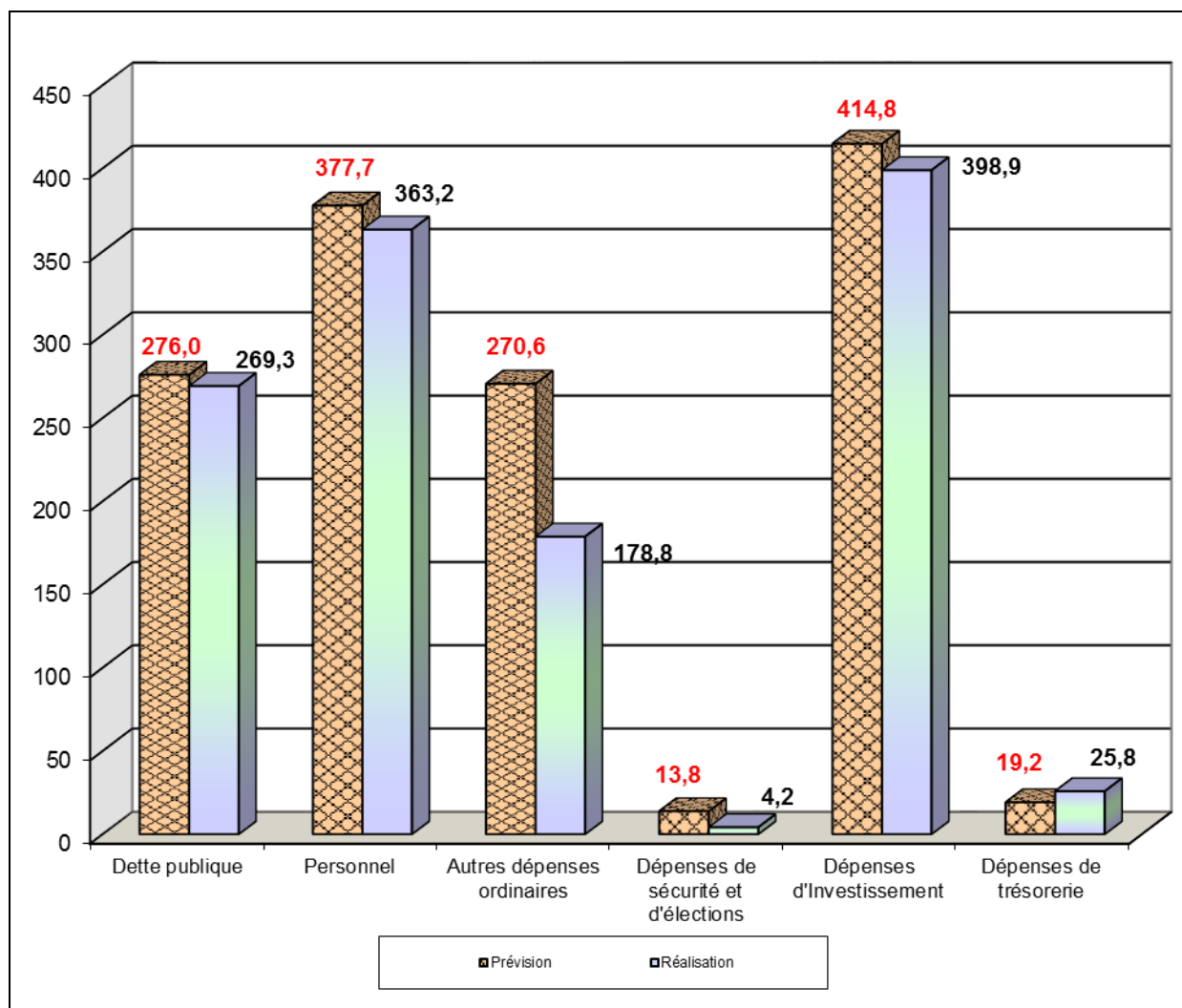
Tableau 2 : Situation des dépenses budgétaires par type à fin mars 2017

(En milliards de francs CFA)

Nature des dépenses	Fin mars 2016			Fin mars 2017		
	Objectif du programme	Réalisation	Taux de réalisation	Objectif du programme	Réalisation	Taux de réalisation
Dépenses budgétaires	1 143,0	987,0	86,3%	1 352,9	1 214,3	89,8%
Dette publique	139,7	136,6	97,8%	276,0	269,3	97,6%
Dette intérieure	73,9	72,2	97,7%	199,3	199,0	99,9%
Dette extérieure	65,8	64,3	97,8%	76,7	70,3	91,6%
Dépenses ordinaires	540,5	487,3	90,2%	648,3	542,0	83,6%
Personnel	359,8	343,1	95,4%	377,7	363,2	96,2%
Abonnement	17,4	14,3	82,4%	22,6	1,6	7,0%
Subventions et transferts	57,0	35,3	62,0%	92,2	54,4	59,0%
Autres dépenses de fonctionnement	106,3	94,6	89,0%	155,8	122,8	78,8%
Dépenses de sécurité et d'élections	7,3	13,9	191,0%	13,8	4,2	30,3%
Dépenses financées sur ressources intérieures	7,3	13,9	191,0%	13,8	4,2	30,3%
Dépenses financées par les Bailleurs	0,0	0,0				
Dépenses d'investissement	455,5	349,2	76,6%	414,8	398,9	96,2%
Investissements financés sur ressources intérieures	240,1	161,8	67,4%	202,0	144,2	71,4%
Investissements financés par emprunts et dons	215,4	187,4	87,0%	212,8	254,6	119,7%
Dépenses de trésorerie	21,7	20,4	94,1%	19,2	25,8	134,5%
Remboursement de crédits de TVA	18,2	18,2	100,0%	15,2	15,2	100,0%
Reversement de TVA au secteur électricité	3,5	2,2	63,3%	4,0	10,6	265,5%
TOTAL DEPENSES	1 164,7	1 007,4	86,5%	1 372,1	1 240,1	90,4%

Sources : DGBF-DGTCP

Graphique 2 : Etat d'exécution des dépenses à fin mars 2017



Sources : DGBF-DGTCP

2.1.1 Dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires à fin mars 2017 ont été réalisées à hauteur de **1 214,3 milliards** pour une prévision de 1 352,9 milliards, soit un taux d'exécution de 89,8%.

➤ Service de la dette publique

Le service de la dette publique a été exécuté à 269,3 milliards contre 276 milliards en prévision. Il se répartit entre la dette intérieure (199 milliards) et la dette extérieure (70,3 milliards).

La dette intérieure a été exécutée à hauteur de 199 milliards contre 199,3 milliards et concerne principalement les obligations du Trésor (104,6 milliards), les remboursements au titre des bons du Trésor (55,7 milliards), la dette BCEAO (7,7 milliards), la dette SIB logements sociaux (5,4 milliards), le SUKUK (4,6 milliards), la dette SIR restructurée (4,1 milliards), la dette de la SGBCI (2,7 milliards), la dette de la SITEL (2,6 milliards) ainsi que la dette titrisée de la BNI-CITELECOM (2,5 milliards).

Quant au service de **la dette extérieure**, il s'est établi à 70,3 milliards pour un montant de 76,7 milliards programmés et porte principalement sur les intérêts des Eurobonds

(32,4 milliards), le remboursement des autres créanciers tels que la Chine et l'Inde (12,8 milliards), les échéances du FMI (8,7 milliards), les échéances de la BOAD (2,9 milliards), de la BID (2,7 milliards), de HUAWEY Technologies (2,7 milliards) et du club de Paris (1,8 milliard). L'écart de 6,4 milliards résulte essentiellement d'un niveau de paiement d'intérêts inférieur aux projections en lien avec des décaissements en 2016 de certains bailleurs (BOAD, EXIMBANK CHINE) en deçà des prévisions, ainsi que de certaines échéances en cours de négociation (échéances de la dette espagnole et de la dette vis-à-vis du Gouvernement chinois).

➤ Dépenses de personnel

Les **charges de personnel** se sont établies à fin mars 2017 à **363,2** milliards pour une prévision de 377,7 milliards, soit une sous-consommation de **14,5** milliards, qui s'explique essentiellement par le retard dans l'acheminement des dossiers de premiers mandatements des agents nouvellement recrutés.

Les dépenses de personnel exécutées comprennent :

- ✓ les salaires des fonctionnaires (254,2 milliards) ;
- ✓ la solde de la police (18,6 milliards) ;
- ✓ la solde des militaires (38,9 milliards) ;
- ✓ les subventions d'équilibre-personnel accordées aux EPN et autres organismes (32 milliards) ;
- ✓ le salaire du personnel des institutions (11,2 milliards) ;
- ✓ les subventions aux charges salariales des collectivités décentralisées (1,5 milliard) ;
- ✓ la rémunération du personnel local des ambassades, attachés de défense et autres dépenses de personnel (6,8 milliards).

➤ Dépenses d'abonnement

Les **dépenses d'abonnement** s'élèvent à **1,6 milliard** contre 22,6 milliards prévus, et concernent les consommations d'électricité à hauteur de 1,2 milliard et d'eau pour 0,4 milliard. L'écart de 21 milliards enregistré s'explique par le retard dans la transmission des factures.

➤ Subventions et transferts

Les **subventions et transferts** s'élèvent à **54,4 milliards** contre 92,2 milliards initialement prévus, soit un écart de 37,8 milliards liés notamment à la nécessité de vérification préalable des effectifs affectés dans les écoles privées, aux réaménagements budgétaires résultant de la mise en place du nouveau Gouvernement et aux revendications sociales intervenues en début d'année. Ce niveau d'exécution comprend principalement :

- ✓ les subventions aux Etablissements Publics Nationaux (12,3 milliards) ;
- ✓ la subvention au secteur électricité (18,2 milliards) ;

- ✓ les transferts aux ambassades et représentations de la Côte d'Ivoire à l'étranger (5 milliards) ;
- ✓ les bourses et kits scolaires (3,5 milliards) ;
- ✓ les transferts aux collectivités et districts (3,4 milliards).

➤ **Autres dépenses de fonctionnement**

Les autres dépenses de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de 122,8 milliards contre une prévision de 155,8 milliards. Ce niveau intègre les dépenses liées aux revendications sociales et les charges de fonctionnement des services.

➤ **Dépenses de sécurité et d'élections**

Les dépenses de sécurité et élections ont été exécutées à hauteur de 4,2 milliards contre 13,8 milliards prévus et concernent les dépenses effectuées dans le cadre des élections partielles et des activités du Conseil National de Sécurité.

➤ **Dépenses d'investissement**

Les dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et élections) ont été exécutées à hauteur de 398,9 milliards contre un objectif de 414,8 milliards, soit un taux d'exécution de 96,2%. Ces dépenses ont été financées à 36,2% sur les ressources intérieures et à 63,8% par les ressources extérieures.

Au titre du **financement intérieur**, les dépenses exécutées se chiffrent à 144,2 milliards contre un objectif de 202 milliards, soit un taux d'exécution des dépenses d'investissement sur financement intérieur de **71,4%**, résultant de la bonne exécution de certains projets notamment le programme d'investissement routier financé à travers le FER (26,2 milliards), le projet renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire (19 milliards), les projets C2D (16,5 milliards), la construction des infrastructures pour les jeux de la francophonie (7,7 milliards), le projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique en Côte d'Ivoire (7,6 milliards) et le projet d'aménagement de la baie de Cocody (7,5 milliards).

Ces dépenses intègrent également l'appui à l'initiative indépendance vaccinale (4,2 milliards), la construction de l'université de Bondoukou (3,7 milliards), la construction de l'université de San-Pedro (3,5 milliards), la création des infrastructures sportives de la CAN 2021 (2,3 milliards), l'appui aux projets des jeunes (2,3 milliards), l'aménagement de la route Boundiali-Odiénné-Frontière Guinée (2,2 milliards) et le barrage hydro-électrique de Soubré (2 milliards).

La sous consommation enregistrée s'explique par le retard accusé dans l'exécution de certains projets au premier trimestre.

Au titre du **financement extérieur**, l'investissement a été réalisé à hauteur de 254,6 milliards pour un objectif de 212,8 milliards, soit un taux d'exécution de 119,7%. Ces dépenses portent sur les emprunts-projets et les dons-projets.

Les emprunts-projets ont été exécutés à hauteur de 213,9 milliards contre 173,7 milliards prévus. Ils enregistrent un taux d'exécution de 123,2% lié essentiellement à la bonne exécution du projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique en

Côte d'Ivoire (172,9 milliards), du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable en milieu urbain (11,1 milliards), du projet d'interconnexion des réseaux électriques entre la Côte d'Ivoire et le Mali (9,4 milliards) et du projet d'appui au pôle agro-industriel du béliér (8 milliards).

Le niveau d'exécution des dépenses sur emprunts-projets intègre également :

- ✓ le projet d'aménagement de la route corridor Bamako-Kani-Bondiali-San Pedro (5,1 milliards);
- ✓ le programme national de développement communautaire (1,8 milliard) ;
- ✓ le projet d'appui à la production et à la commercialisation-extension (1,5 milliard);
- ✓ le Fonds de promotion de l'agriculture sous contrat (1,2 milliard).
- ✓ le projet d'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré (1,2 milliard) ;
- ✓ l'aménagement de l'axe Adzopé-Yakassé-Attobrou (1 milliard).

Les **dons-projets** sont ressortis à 40,8 milliards contre 39,1 milliards prévus, soit un taux d'exécution de 104,3%. Ce niveau d'exécution porte principalement sur les dépenses au titre :

- ✓ du projet de renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire (23,8 milliards);
- ✓ du projet d'appui à la production et la commercialisation-extension (5,1 milliards) ;
- ✓ du programme d'appui au foncier rural (4,6 milliards);
- ✓ du programme d'appui au renforcement de la compétitivité du secteur industriel (3 milliards);
- ✓ de la promotion des filières agricoles et de la biodiversité (2,9 milliards).

2.1.2 Dépenses de trésorerie

Les dépenses de trésorerie s'élèvent à 25,8 milliards dont 15,2 milliards au titre du remboursement des crédits de TVA et 10,6 milliards de reversement de recettes de TVA affectées au secteur de l'électricité.

2.2 Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption des services

Les dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et d'élections) se chiffrent à **398,9 milliards** à fin mars 2017, correspondant à un taux d'exécution de 19,5% par rapport aux dotations budgétaires annuelles (contre 19,9% à fin mars 2016). Ce taux relativement faible est principalement lié au retard dans l'exécution d'importants projets tels que l'aménagement de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, la construction du 5^{ème} Pont Yopougon-Attécoubé, l'aménagement de la Route Guitry-Divo, la mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle, le Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS-ECHO), la construction du Centre de Radiothérapie.

Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et d'élections) par Institution et Ministère à fin mars 2017

Ministères/Institutions	Dotations 2017 (budget) (A)	Exécution SIGFiP (B)	Exécution fin mars 2017 (y/c avances)	Taux d'exécution Base budget (B)/(A)
Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme	34 114 197 553	0	0	0,0%
Ministère des Affaires Etrangères	2 789 919 976	0	0	0,0%
Ministère Auprès de la Présidence de la République, Chargée de la Défense	25 699 602 479	0	0	0,0%
Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité	1 737 932 585	0	0	0,0%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	18 793 510 535	0	0	0,0%
Ministère des Eaux et Forêts	5 190 935 355	325 523	325 523	0,0%
Ministère de l'Economie et des Finances	54 966 198 369	27 380 931	27 380 931	0,0%
Secrétariat d'Etat Chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	19 690 899 045	51 025 773	51 025 773	0,3%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	47 803 808 687	163 658 054	163 658 054	0,3%
Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable	11 976 885 949	46 708 455	46 708 455	0,4%
Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME	3 973 947 903	80 882 532	80 882 532	2,0%
Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	1 126 942 400	23 433 680	23 433 680	2,1%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	5 800 435 155	157 414 258	157 414 258	2,7%
Ministère du Plan et du Développement	81 768 357 377	2 135 003 955	2 232 830 680	2,7%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 432 673 131	47 815 981	47 815 981	3,3%
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat	157 792 996 641	6 860 023 772	6 860 023 772	4,3%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	164 960 658 162	7 890 177 848	7 890 177 848	4,8%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	52 609 733 291	3 041 743 721	3 041 743 721	5,8%
Ministère du Tourisme	1 376 476 916	100 413 560	100 413 560	7,3%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	472 281 347	35 399 994	35 399 994	7,5%
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Poste	8 748 089 308	711 278 789	711 278 789	8,1%
Ministère des Sports et des Loisirs	38 357 447 679	3 621 861 902	3 621 861 902	9,4%
Ministère des Transports	6 604 103 629	675 604 509	675 604 509	10,2%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et Service Civique	22 505 801 712	2 395 599 034	2 395 599 034	10,6%
Ministère des Infrastructures Economiques	677 109 378 526	91 701 126 048	91 701 126 048	13,5%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	11 212 973 458	1 823 866 240	1 823 866 240	16,3%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	26 792 196 489	4 680 599 243	4 680 599 243	17,5%
Représentation Nationale	1 100 000 000	192 500 000	192 500 000	17,5%
Commission Electorale Indépendante	257 249 976	45 018 746	45 018 746	17,5%
Médiateur de la République	111 346 380	19 485 617	19 485 617	17,5%
Présidence de la République	10 734 997 588	2 312 256 254	2 312 256 254	21,5%
Primature et Services Rattachés	86 271 630 432	19 678 599 578	19 678 599 578	22,8%
Cour Suprême	86 068 765	21 517 191	21 517 191	25,0%
Parquet Général	101 762 566	25 440 642	25 440 642	25,0%
Ministère de l'Industrie et des Mines	8 219 172 555	3 207 314 577	3 207 314 577	39,0%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	50 943 545 213	25 474 032 564	25 474 032 564	50,0%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	278 769 865 710	195 350 954 812	195 350 954 812	70,1%
Total	1 922 004 022 842	372 598 463 783	372 696 290 508	19,4%
Comptes spéciaux	118 629 100 000	26 178 797 383	26 178 797 383	22,1%
TOTAL GENERAL	2 040 633 122 842	398 777 261 166	398 875 087 891	19,5%

Source : DGBF

2.3 Analyse des dépenses par grande fonction

Les dépenses du budget de l'Etat exécutées à fin mars 2017, se répartissent selon les fonctions principales comme suit :

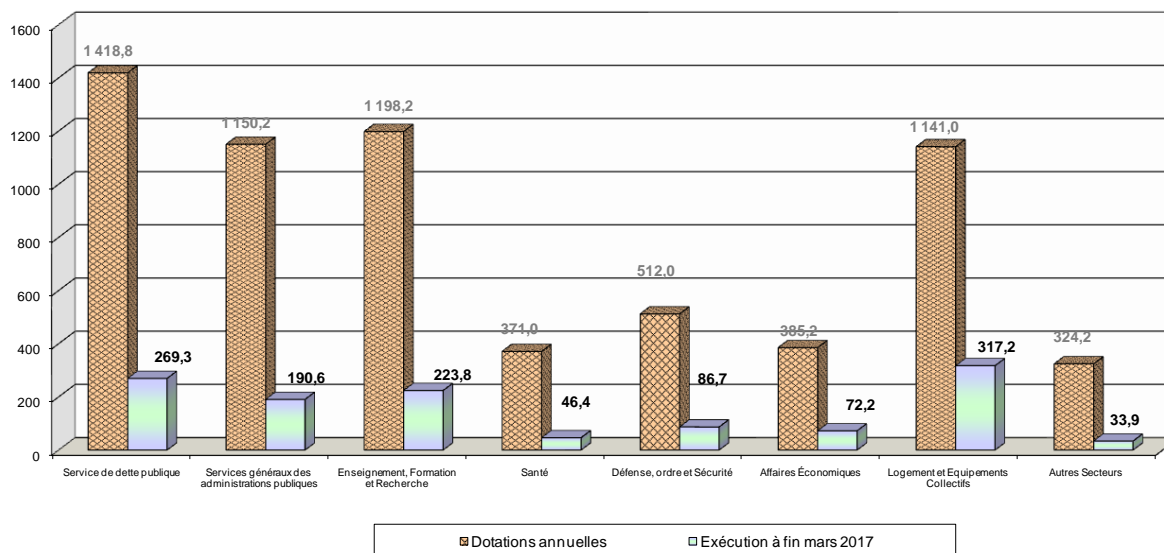
Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses globales par grande fonction à fin mars 2017

(En milliards de F CFA)

Grandes fonctions	Budget voté (1)	Budget actuel (2)	Exécution à fin mars 2017			Proportion	Taux d'exécution (4)=(3)/(2)	
			SIGFIP	avances de trésorerie	Opérations de trésorerie			TOTAL dépenses (3)
Service de dette publique	1418,8	1418,8	269,3			269,3	21,7%	19,0%
Services généraux des administrations publiques	1151,3	1150,2	118,4	46,4	25,8	190,6	15,4%	16,6%
<i>dont Institutions</i>	<i>147,1</i>	<i>149,2</i>	<i>40,1</i>	<i>41,7</i>		<i>81,8</i>	<i>6,6%</i>	<i>54,8%</i>
<i>-Services Economiques et Financiers</i>	<i>232,0</i>	<i>233,4</i>	<i>27,4</i>			<i>27,4</i>	<i>2,2%</i>	<i>11,8%</i>
<i>-Autres Services Généraux</i>	<i>143,9</i>	<i>143,9</i>	<i>30,8</i>	<i>0,0</i>		<i>30,8</i>	<i>2,5%</i>	<i>21,4%</i>
Enseignement, Formation et Recherche	1199,0	1198,2	223,0	0,8		223,8	18,0%	18,7%
Santé	371,0	371,0	46,1	0,4		46,4	3,7%	12,5%
Affaires Économiques	385,0	385,2	67,0	5,2		72,2	5,8%	18,7%
Défense, ordre et sécurité	512,0	512,0	72,5	14,2		86,7	7,0%	16,9%
Logement et Equipements Collectifs	1140,1	1141,0	317,2	0,0		317,2	25,6%	27,8%
Autres Secteurs (Protection de l'environnement, Loisirs, Culture et Culte, Protection Sociale)	324,2	324,2	30,6	3,4		33,9	2,7%	10,5%
TOTAL GENERAL	6501,4	6500,6	1144,0	70,3	25,8	1240,1	100,0%	19,1%

Sources : -DGBF-DGTCP

Graphique 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat par grande fonction à fin mars 2017

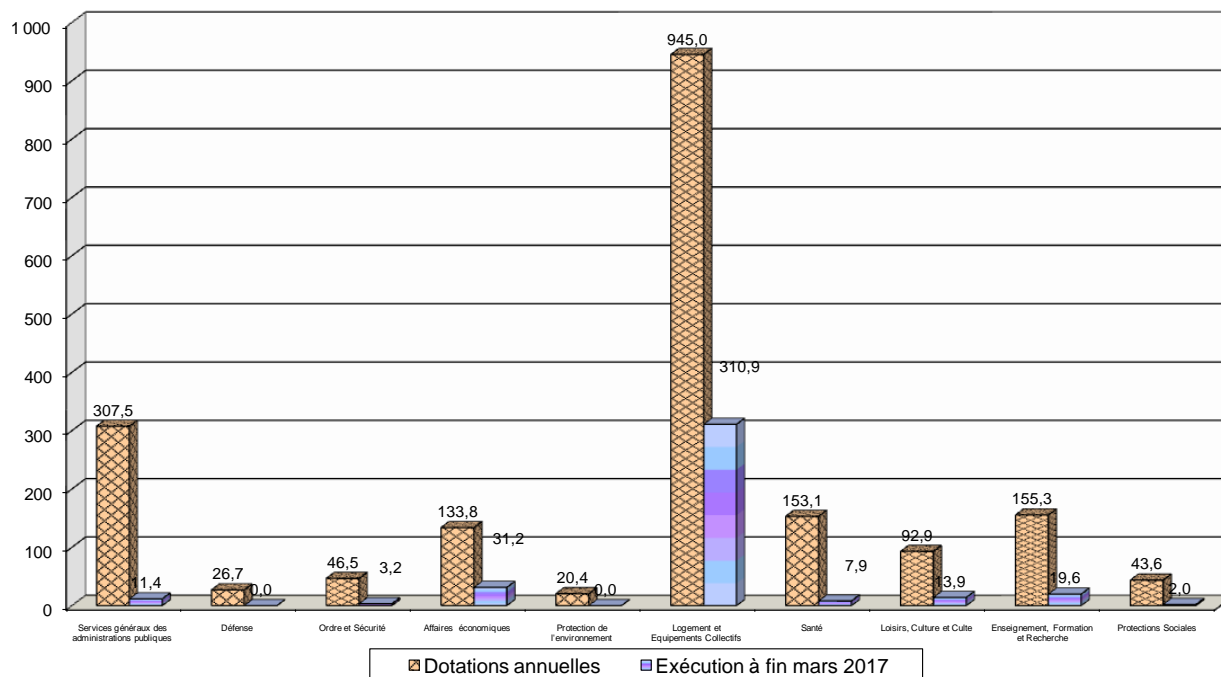


Sources : -DGBF-DGTCP

De façon spécifique, les **dépenses d'investissement** y compris les dépenses de sécurité et d'élection, s'établissent globalement à 400,1 milliards pour 1924,7 milliards de dotations annuelles. Elles portent notamment sur les logements et équipements collectifs (310,9 milliards), affaires économiques (31,2 milliards), enseignement, formation et recherche (19,6 milliards).

Le graphique ci-dessous présente la répartition des dépenses d'investissement par grande fonction.

Graphique 4 : Dépenses d'investissement par grande fonction à fin mars 2017



Sources :-DGBF-DGTCP

2.4 Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres

Dans le cadre de sa politique de lutte contre la pauvreté et les disparités sociales, le Gouvernement s'est orienté vers une croissance économique plus inclusive en accordant une attention particulière aux dépenses favorisant l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations les plus défavorisées. A ce titre, les dépenses pro-pauvres se sont élevées à fin mars 2017 à **389,4 milliards**. Elles ressortent cependant en deçà de l'objectif plancher initialement arrêté à 516,8 milliards. Ce faible niveau d'exécution résulte du faible niveau d'exécution budgétaire liée notamment aux réaménagements budgétaires résultant de la mise en place du nouveau Gouvernement et aux revendications sociales intervenues en début d'année.

Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin mars 2017

	2016	2017		
	Réalisation à mars 2016	Budget	Objectif à fin mars	Réalisation à fin mars
01 Agriculture et développement rural	18,7	103,1	24,0	26,4
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	1,3	10,8	2,5	1,4
03 Education	238,4	1171,1	273,0	207,5
04 Santé	94,1	388,8	90,6	45,1
05 Eau et Assainissement	7,8	121,5	28,3	18,5
06 Energie	6,2	76,1	17,7	11,3
07 Routes et ouvrages d'art	18,5	196,1	45,7	62,9
08 Affaires Sociales	5,2	34,1	7,9	2,6
09 Décentralisation	6,3	63,3	14,7	13,0
10 Reconstructions et réhabilitations	0,0	15,9	3,7	0,0
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	0,3	36,0	8,4	0,8
TOTAL	397,0	2216,8	516,8	389,4

Source : DGBF-DGTCP

III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES

Les paiements effectués à fin mars 2017 sont résumés dans le tableau 6 ci-après.

Tableau 6 : Etat des paiements effectués par les comptables par nature de dépenses à fin mars 2017

(En milliards F CFA)

	Budget actuel	Exécution	Paiements (*)
Dette Publique	1 418,8	269,3	269,3
Dette intérieure	849,6	199,0	199,0
Dette extérieure	569,2	70,3	70,3
Dépenses Ordinaires	2 616,5	570,8	527,4
Personnel	1 508,1	363,2	363,2
Subventions et transferts	368,1	54,4	27,6
Autre dépenses ordinaires	740,3	153,2	136,5
Dépenses d'Investissement	2 043,4	400,1	86,2
<i>dont Trésor</i>	1 002,7	142,7	66,7
Comptes spéciaux du trésor	422,7	0,0	0,0
TOTAL GENERAL	6 501,4	1 240,1	882,8

(*) Les paiements correspondent ici aux mandats mis en règlement au Trésor et les autres opérations de trésorerie.

Sources : DGBF-DGTCF

IV- EVOLUTION DES INDICATEURS BUDGETAIRES DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs budgétaires du programme économique et financier.

Tableau 7 : Evolution des indicateurs budgétaires du programme économique et financier à fin mars 2017

(En milliards de FCFA)

Repères indicatifs	Fin mars 2017	
	Objectif	Réalisation
Plancher sur les dépenses pro-pauvres	516,8	389,4
Plancher des recettes fiscales TOFE ¹	876,6	889,1

Source : DGBF

4.1 Plancher sur les dépenses pro-pauvres

A fin mars 2017, le niveau des dépenses pro-pauvres est estimé à 389,4 milliards pour un objectif initial projeté de 516,8 milliards.

4.2 Plancher sur les recettes fiscales

Les recettes fiscales TOFE à fin mars 2017 se chiffrent à 889,1 milliards contre un niveau attendu de 876,6 milliards, soit un dépassement d'objectif de 12,5 milliards.

¹ Les recettes fiscales TOFE incluent, en plus des recettes fiscales budgétaires, des recettes affectées à des opérations spécifiques définies par la loi des finances.

CONCLUSION

L'exécution budgétaire au premier trimestre 2017 s'est caractérisée par une bonne mobilisation des recettes fiscales et non fiscales ainsi qu'une maîtrise des dépenses dans les limites des objectifs fixés en dépit des chocs extérieurs et intérieurs apparus en début d'exercice.

La dynamique de mobilisation des ressources intérieures devra être maintenue et consolidée par la poursuite des réformes engagées, dans la perspective de l'atteinte des objectifs annuels arrêtés avec les Partenaires Techniques et Financiers.

Quant aux dépenses d'investissement, les efforts continus et un meilleur suivi des différents services devront permettre d'améliorer le rythme d'exécution à partir du deuxième trimestre de l'année.

Telle est l'économie de la présente communication relative à l'exécution budgétaire au premier trimestre, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**LE MINISTRE DU BUDGET ET DU
PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

Adama KONE

Abdourahmane CISSE

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin mars 2017)

En milliards de FCFA)

LIBELLE	Budget initial	Fin mars		LIBELLE	Budget initial	Fin mars	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	5 974,6	1 340,6	1 281,3	DEPENSES BUDGETAIRES	5 974,6	1 352,9	1 214,3
Ressources intérieures	4 721,7	1 127,8	1 026,6	Dettes publiques	1 418,8	276,0	269,3
Recettes fiscales	3 345,4	822,8	831,3	Dettes intérieures	849,6	199,3	199,0
DGI	1 753,2	365,7	382,3	<i>dont remboursement de titres publics</i>	683,8	164,4	164,9
TRESOR	8,5	2,6	1,6	<i>Principal</i>	618,3	173,2	174,2
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	1 583,8	454,5	447,3	<i>Intérêts</i>	231,3	26,1	24,8
Recettes non fiscales	149,2	15,0	82,8	Dettes extérieures	569,2	76,7	70,3
Privatisation et vente d'actifs	9,6	0,0	5,5	<i>Principal</i>	359,3	30,6	28,5
Transfert des entreprises	5,0	0,7	0,3	<i>Intérêts</i>	209,9	46,1	41,7
Revenus du domaine DGI	35,7	9,4	8,0	Dépenses ordinaires	2 579,5	648,3	542,0
Licences de télécommunication	65,0	0,7	65,0	Personnel	1 508,1	377,7	363,2
Intégration ressources additionnelles C2D	0,0	0,0	0,0	Abonnement	90,6	22,6	1,6
Fonds d'Investissement en milieu rural	14,5	2,9	0,0	Subventions et transferts	378,0	92,2	54,4
Autres recettes non fiscales	19,3	1,4	4,0	<i>dont subvention au secteur électricité</i>	0,0	0,0	18,2
Divers autres emprunts	1 227,1	290,0	112,6	Autres dépenses de fonctionnement	602,8	155,8	122,8
Emprunts obligataires		120,0	60,0	<i>dépenses sociales ciblées</i>	8,8	0,9	0,1
Bons et obligations du Trésor		170,0	52,6	<i>Charges de fonctionnement des services</i>	594,0	152,8	118,9
Eurobonds		0,0	0,0	Dépenses de sécurité et d'élections	41,8	13,8	4,2
Ressources extérieures	1 252,8	212,8	254,6	Financement intérieur	41,8	13,8	4,2
Appuis budgétaires	330,8	0,0	0,0	<i>dont investissement</i>	4,8		1,2
FMI	114,0	0,0		Financement extérieur	0,0	0,0	0,0
Banque Mondiale	50,0	0,0		Dépenses d'investissement	1 934,4	414,8	398,9
AFD (C2D)	147,6	0,0		Financement intérieur	1 012,4	202,0	144,2
BAD				<i>Investissement FIMR</i>	14,5	2,9	0,0
UE	19,2	0,0		<i>Construction barrage de Soubré</i>	7,8	2,0	2,0
Financement extérieur	922,0	212,8	254,6	<i>Projets C2D</i>	147,6	14,8	16,5
Dons-programmes (PAPC)		0,0	0,0	<i>Couverture Maladie Universelle (CMU)</i>	10,5	3,2	0,0
Dons-projets	244,3	39,1	40,8	Financement extérieur	922,0	212,8	254,6
Emprunts-projets	677,7	173,7	213,9	<i>Dons-projets</i>	244,3	39,1	40,8
				<i>Emprunts-projets</i>	677,7	173,7	213,9
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)	526,8	19,2	25,8	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)	526,8	19,2	25,8
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA		15,2	15,2	Remboursement de crédits de TVA		15,2	15,2
TVA secteur électricité		4,0	10,6	Reversement TVA au secteur électricité		4,0	10,6
TOTAL GENERAL	6 501,4	1 359,8	1 307,1	TOTAL GENERAL	6 501,4	1 372,1	1 240,1

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin mars 2017)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN MARS		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	822,8	831,3	8,5
<u>DGI</u>	365,7	382,3	16,6
Impôts directs	153,5	150,9	-2,6
BIC pétrole et gaz	11,5	13,6	2,1
- BIC pétrole	0,0	0,0	0,0
- BIC gaz	11,5	13,6	2,1
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	142,0	137,3	-4,7
- BIC hors pétrole	12,1	13,6	1,5
- Impôt synthétique et AIRSI	6,1	5,6	-0,5
Impôts sur revenus et salaires	113,3	108,1	-5,2
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,0	0,0	
Impôts fonciers	0,0	0,0	0,0
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	10,5	10,0	-0,5
Impôts indirects	212,2	231,4	19,2
TVA (hors part secteur électricité)	90,5	90,3	-0,3
TOB	16,6	15,1	-1,5
Taxes sur boissons et tabacs	12,6	9,3	-3,4
Droits d'enregistrement et de timbre	50,3	75,8	25,5
<i>dont enregistrement café cacao</i>	32,4	59,2	26,8
Patentes et Licences	14,7	13,3	-1,4
Taxes d'exploitation pétrolière	0,0	0,0	0,0
Taxe d'exploitation du gaz	4,9	5,8	0,9
Taxes sur les télécommunications	16,5	10,1	-6,4
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	5,6	5,7	0,1
Taxe sur le caoutchouc	0,0	2,0	2,0
Taxe pr le dev touristique	0,2	0,1	0,0
Taxe/sachet et mat plast	0,0	0,0	0,0
Taxe ad valorem	0,0	3,6	3,6
Accises et autres taxes indirectes	0,4	0,5	0,1
<u>TRESOR</u>	2,6	1,6	-1,0
Impôts directs	2,3	1,3	-0,9
Impôts sur revenus et salaires	2,3	1,3	-0,9
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	
Impôts indirects	0,4	0,3	-0,1
Timbres et vignettes	0,4	0,3	
Autres indirects	0,0	0,0	
<u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u>	454,5	447,3	-7,1
Droits et taxes à l'importation	302,6	243,2	-59,4
Taxes sur produits pétroliers	109,9	64,7	-45,1
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	192,7	178,5	-14,2
Taxes à l'exportation	151,9	204,1	52,2

ANNEXE 3 :
SITUATION DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
(Situation à fin mars 2017)

(en FCFA)

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget Actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opération de trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Prises en charge					
Service de la dette publique	1 418 817 407 652	1 418 817 407 652	496 807 866 124	269 252 000 000			269 252 000 000	269 252 000 000	269 252 000 000
- Dette publique intérieure	849 618 235 208	849 618 235 208	314 176 776 470	198 984 000 000			198 984 000 000	198 984 000 000	198 984 000 000
- Dette publique extérieure	569 199 172 444	569 199 172 444	182 631 089 654	70 268 000 000			70 268 000 000	70 268 000 000	70 268 000 000
Services généraux des administrations publiques	1 151 301 151 612	1 150 199 198 394	121 248 071 449	118 367 354 721	46 399 957 907	25 818 000 000	190 585 312 628	120 976 393 744	193 194 351 651
Institutions	147 090 044 477	149 230 573 084	40 150 006 270	40 076 254 266	41 716 721 928		81 792 976 194	39 455 288 807	81 172 010 735
Services Généraux	1 004 211 107 135	1 000 968 625 310	81 098 065 179	78 291 100 455	4 683 235 979	25 818 000 000	108 792 336 434	81 521 104 937	112 022 340 916
Défense	291 149 579 368	291 149 579 368	49 017 582 577	39 995 356 288	10 227 076 268		50 222 432 556	33 547 121 854	43 774 198 122
Services Sociaux									
Services militaires	127 148 670 246	127 752 670 246	17 937 023 910	17 891 964 425	10 227 076 268		28 119 040 693	16 236 753 218	26 463 829 486
Services de gendarmerie	67 496 285 232	67 811 285 232	14 804 065 318	9 850 551 844			9 850 551 844	9 632 418 423	9 632 418 423
Autres Affaires Militaires	96 504 623 890	95 585 623 890	16 276 493 349	12 252 840 019			12 252 840 019	7 677 950 213	7 677 950 213
Ordre et Sécurité	220 858 152 731	220 858 152 731	32 836 454 919	32 481 743 154	3 988 818 992		36 470 562 146	30 529 139 334	34 517 958 326
Service de Police	162 476 238 101	162 476 238 101	22 549 858 261	22 393 796 052	3 857 018 992		26 250 815 044	21 222 995 519	25 080 014 511
Services judiciaires	53 617 007 800	53 617 007 800	10 247 995 743	10 079 247 102	131 800 000		10 211 047 102	9 297 643 815	9 429 443 815
Etablissements Pénitenciers et Education surveillées	4 764 906 830	4 764 906 830	38 600 915	8 700 000			8 700 000	8 500 000	8 500 000
Affaires Économiques	384 980 589 950	385 188 587 630	69 699 637 394	67 042 797 213	5 162 245 189		72 205 042 402	17 581 034 029	22 743 279 218
Activités Végétales et Halieutiques	152 584 356 862	152 584 356 862	24 253 380 054	24 063 310 885	3 857 636 650		27 920 947 535	5 015 042 581	8 872 679 231
Activités Minières et Énergétiques	59 238 279 222	59 238 279 222	18 695 796 975	18 685 804 446			18 685 804 446	118 284 067	118 284 067
Activités de transport et télécommunication	105 040 123 308	105 040 123 308	8 374 585 919	6 454 289 673	1 161 140 933		7 615 430 606	5 003 125 829	6 164 266 762
Activités Industrielles et autres Services	68 117 830 558	68 325 828 238	18 375 874 446	17 839 392 209	143 467 606		17 982 859 815	7 444 581 552	7 588 049 158
Protection de l'environnement	91 926 106 361	91 926 106 361	6 991 041 699	5 964 794 633	611 874 220		6 576 668 853	4 734 651 984	5 346 526 204
Logement et Equipements Collectifs	1 140 106 320 980	1 140 996 676 518	328 124 456 449	317 181 147 081	30 000 000		317 211 147 081	60 641 086 017	60 671 086 017
Santé	371 026 765 001	371 045 265 001	47 484 065 434	46 074 678 806	359 366 000		46 434 044 806	38 321 483 763	38 680 849 763
Loisirs, Culture et Culte	154 905 131 993	154 886 631 993	21 247 402 300	21 038 219 871	2 689 085 622		23 727 305 493	14 805 322 948	17 494 408 570
Enseignement, Formation et Recherche	1 198 986 996 969	1 198 190 596 969	225 184 329 685	222 972 866 951	824 379 819		223 797 246 770	194 923 771 766	195 748 151 585
Protection Sociale	77 362 949 458	77 362 949 458	4 010 617 063	3 585 526 990	49 322 000		3 634 848 990	1 345 573 835	1 394 895 835
TOTAL GENERAL	6 501 421 152 075	6 500 621 152 075	1 402 651 525 093	1 143 956 485 708	70 342 126 017	25 818 000 000	1 240 116 611 725	786 657 579 274	882 817 705 291

dont
Remboursement de crédits de TVA

15 200 000 000 15 200 000 000

Source: DGBF-DGTCP

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEXE 4 :
ETAT DETAILLE DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
(Situation à fin mars 2017)

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancement					
Service de la dette publique	1 418 817 407 652	1 418 817 407 652	496 807 866 124	269 252 000 000			269 252 000 000	269 252 000 000	269 252 000 000
-Dette publique intérieure	849 618 235 208	849 618 235 208	314 176 776 470	198 984 000 000			198 984 000 000	198 984 000 000	198 984 000 000
-Dette publique extérieure	569 199 172 444	569 199 172 444	182 631 089 654	70 268 000 000			70 268 000 000	70 268 000 000	70 268 000 000
Services généraux des administrations publiques	1 151 301 151 612	1 150 199 198 394	121 248 071 449	118 367 354 721	46 399 957 907	25 818 000 000	190 585 312 628	120 976 393 744	193 194 351 651
Institutions	147 090 044 477	149 230 573 084	40 150 006 270	40 076 254 266	41 716 721 928		81 792 976 194	39 455 288 807	81 172 010 735
-Organismes législatifs (Assemblée)	31 391 733 614	31 391 733 614	9 070 857 890	9 067 288 628			9 067 288 628	9 054 955 134	9 054 955 134
-Organes exécutifs (Présidence+ Primature)	90 191 047 217	91 721 631 515	24 705 029 435	24 645 335 757	41 389 721 928		66 035 057 685	24 070 145 332	65 459 867 260
-Autres institutions	25 507 263 646	26 117 207 955	6 374 118 945	6 363 629 881	327 000 000		6 690 629 881	6 330 188 341	6 657 188 341
Services Généraux	1 004 211 107 135	1 000 968 625 310	81 098 065 179	78 291 100 455	4 683 235 979	25 818 000 000	108 792 336 434	81 521 104 937	112 022 340 916
-Services Economiques et Financiers	231 981 728 796	233 351 639 618	28 371 143 134	27 419 198 085	3 076 005 298	25 818 000 000	56 313 203 383	21 033 206 538	49 927 211 836
-Autres Services	143 874 315 048	143 874 315 048	30 819 070 691	30 755 962 735	1 110 713 306		31 866 676 041	47 331 735 548	48 442 448 854
-Services des Affaires Extérieures	628 355 063 291	623 742 670 644	21 907 851 354	20 115 939 635	496 517 375		20 612 457 010	13 156 162 851	13 652 680 226
Défense	291 149 579 368	291 149 579 368	49 017 582 577	39 995 356 288	10 227 076 268		50 222 432 556	33 547 121 854	43 774 198 122
Services Sociaux									
Services militaires	127 148 670 246	127 752 670 246	17 937 023 910	17 891 964 425	10 227 076 268		28 119 040 693	16 236 753 218	26 463 829 486
Services de gendarmerie	67 496 285 232	67 811 285 232	14 804 065 318	9 850 551 844			9 850 551 844	9 632 418 423	9 632 418 423
Autres Affaires Militaires	96 504 623 890	95 585 623 890	16 276 493 349	12 252 840 019			12 252 840 019	7 677 950 213	7 677 950 213
Ordre et Sécurité	220 858 152 731	220 858 152 731	32 836 454 919	32 481 743 154	3 988 818 992		36 470 562 146	30 529 139 334	34 517 958 326
Service de Police	162 476 238 101	162 476 238 101	22 549 858 261	22 393 796 052	3 857 018 992		26 250 815 044	21 222 995 519	25 080 014 511
Services judiciaires	53 617 007 800	53 617 007 800	10 247 995 743	10 079 247 102	131 800 000		10 211 047 102	9 297 643 815	9 429 443 815
Etablissements Pénitentiers et Education surveillées	4 764 906 830	4 764 906 830	38 600 915	8 700 000			8 700 000	8 500 000	8 500 000
Affaires Économiques	384 980 589 950	385 188 587 630	69 699 637 394	67 042 797 213	5 162 245 189		72 205 042 402	17 581 034 029	22 743 279 218
Activités Végétales et Halieutiques	152 584 356 862	152 584 356 862	24 253 380 054	24 063 310 885	3 857 636 650		27 920 947 535	5 015 042 581	8 872 679 231
- Agriculture	139 804 640 992	139 804 640 992	22 796 523 940	22 727 867 597	3 757 636 650		26 485 504 247	3 910 140 339	7 667 776 989
- Elevage	12 779 715 870	12 779 715 870	1 456 856 114	1 335 443 288	100 000 000		1 435 443 288	1 104 902 242	1 204 902 242
Activités Minières et Énergétiques	59 238 279 222	59 238 279 222	18 695 796 975	18 685 804 446			18 685 804 446	118 284 067	118 284 067
Activités de transport et télécommunication	105 040 123 308	105 040 123 308	8 374 585 919	6 454 289 673	1 161 140 933		7 615 430 606	5 003 125 829	6 164 266 762
Activités Industrielles et autres Services	68 117 830 558	68 325 828 238	18 375 874 446	17 839 392 209	143 467 606		17 982 859 815	7 444 581 552	7 588 049 158
Protection de l'environnement	91 926 106 361	91 926 106 361	6 991 041 699	5 964 794 633	611 874 220		6 576 668 853	4 734 651 984	5 346 526 204
Lutte contre la pollution et Protection de l'environnement	48 595 073 031	48 595 073 031	1 023 809 700	751 269 378			751 269 378	339 342 258	339 342 258
Protection faune et flore	43 331 033 330	43 331 033 330	5 967 231 999	5 213 525 255	611 874 220		5 825 399 475	4 395 309 726	5 007 183 946
Logement et Equipements Collectifs	1 140 106 320 980	1 140 996 676 518	328 124 456 449	317 181 147 081	30 000 000		317 211 147 081	60 641 086 017	60 671 086 017
Alimentation en eau	109 188 255 502	109 188 255 502	18 984 803 365	17 846 816 394			17 846 816 394	4 455 851 587	4 455 851 587
Electrification	323 266 264 958	323 266 264 958	195 213 213 077	195 213 213 077			195 213 213 077	9 754 610 332	9 754 610 332
Infrastructures routières	520 861 463 100	521 711 463 100	50 052 801 220	40 869 230 844	30 000 000		40 899 230 844	29 915 807 936	29 945 807 936
Batiments administratifs et logements	36 541 783 426	36 541 783 426	198 395 389	14 604 916			14 604 916	9 761 281	9 761 281
Equipements des Collectivités Territoriales	5 019 852 458	5 060 207 996	1 249 963 130	1 249 963 130			1 249 963 130	1 249 963 130	1 249 963 130
Autres	145 228 701 536	145 228 701 536	62 425 280 268	61 987 318 720			61 987 318 720	15 255 091 751	15 255 091 751

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEXE 4 :
ETAT DETAILLE DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
(Situation à fin mars 2017)

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancement					
Santé	371 026 765 001	371 045 265 001	47 484 065 434	46 074 678 806	359 366 000		46 434 044 806	38 321 483 763	38 680 849 763
Médicaments et matériels biomédicaux	22 745 095 070	22 663 595 070	429 908 300	417 627 301			417 627 301	411 928 314	411 928 314
Services de santé de base et secondaire	30 680 901 416	30 680 901 416	138 700 649	86 642 661			86 642 661	75 320 320	75 320 320
Formation Agents de santé	9 796 307 571	9 796 307 571	2 101 051 177	2 100 321 177			2 100 321 177	1 009 064 889	1 009 064 889
CHU, Centres de Santé Spécialisés	76 510 956 746	76 510 956 746	10 207 734 026	10 206 234 026			10 206 234 026	9 947 766 708	9 947 766 708
Autres affaires liées à la santé	231 293 504 198	231 393 504 198	34 606 671 282	33 263 853 641	359 366 000		33 623 219 641	26 877 403 532	27 236 769 532
<i>dont Solde Santé</i>	<i>54 678 600 273</i>	<i>24 867 161 993</i>	<i>24 867 161 993</i>	<i>13 481 808 146</i>			<i>13 481 808 146</i>		
Loisirs, Culture et Culte	154 905 131 993	154 886 631 993	21 247 402 300	21 038 219 871	2 689 085 622		23 727 305 493	14 805 322 948	17 494 408 570
Affaires culturelles	19 208 908 048	19 208 908 048	3 074 495 543	2 992 382 952	677 104 000		3 669 486 952	1 978 006 518	2 655 110 518
Affaires Sportives	64 638 387 963	64 638 387 963	6 925 724 885	6 869 438 488	2 014 064 955		8 883 503 443	2 390 799 034	4 404 863 989
Communication	20 852 014 430	20 852 014 430	1 918 738 338	1 871 706 257	-2 083 333		1 869 622 924	1 174 611 862	1 172 528 529
Autres	50 205 821 552	50 187 321 552	9 328 443 534	9 304 692 174			9 304 692 174	9 261 905 534	9 261 905 534
Enseignement, Formation et Recherche	1 198 986 996 969	1 198 190 596 969	225 184 329 685	222 972 866 951	824 379 819		223 797 246 770	194 923 771 766	195 748 151 585
Enseignement de base	472 303 093 086	472 303 093 086	110 414 505 896	109 393 511 378			109 393 511 378	103 608 667 422	103 608 667 422
Formation continue des adultes	14 057 779 854	14 057 779 854	2 177 950 097	2 155 289 331			2 155 289 331	2 006 587 999	2 006 587 999
Enseignement Secondaire	316 742 233 719	316 742 233 719	52 736 956 189	52 677 777 211			52 677 777 211	49 285 708 646	49 285 708 646
Enseignement Supérieur	204 300 882 669	204 300 882 669	38 731 270 032	38 731 270 032	824 379 819		39 555 649 851	26 611 719 381	27 436 099 200
Enseignement Technique et Professionnelle	113 294 136 085	112 494 136 085	14 477 129 073	13 857 973 011			13 857 973 011	11 764 024 995	11 764 024 995
Recherche	27 423 158 400	27 423 158 400	3 063 223 967	3 063 223 967			3 063 223 967	1 647 063 323	1 647 063 323
Autres	50 865 713 156	50 869 313 156	3 583 294 431	3 093 822 021			3 093 822 021		
<i>dont transport des élèves et étudiants</i>	<i>9 900 000 000</i>	<i>2 475 000 000</i>	<i>2 475 000 000</i>						
Protection Sociale	77 362 949 458	77 362 949 458	4 010 617 063	3 585 526 990	49 322 000		3 634 848 990	1 345 573 835	1 394 895 835
Protection des enfants et handicapés	18 317 104 110	18 317 104 110	400 384 916	355 033 666			355 033 666	338 354 944	338 354 944
Lutte contre le Chômage et l'exclusion	32 104 864 243	32 104 864 243	3 140 651 095	3 112 160 681			3 112 160 681	1 007 218 891	1 007 218 891
Service civique et réinsertion									
Pension de retraite	4 438 037 453	4 438 037 453	53 207 951	52 794 543			52 794 543		
Autres protection sociale	22 502 943 652	22 502 943 652	416 373 101	65 538 100	49 322 000		114 860 100		49 322 000
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	6 501 421 152 075	6 500 621 152 075	1 402 651 525 093	1 143 956 485 708	70 342 126 017	25 818 000 000	1 240 116 611 725	786 657 579 274	882 817 705 291

dont
Remboursement de crédits de TVA

15 200 000 000

15 200 000 000

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEXE 5 :
SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR INSTITUTION ET MINISTERE
(Situation à fin mars 2017)

MINISTERE / INSTITUTION	Budget voté	Budget Actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancement					
01 REPRESENTATION NATIONALE	26 892 000 000	26 892 000 000	9 070 857 890	9 067 288 628			9 067 288 628	9 054 955 134	9 054 955 134
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	100 200 000 000	101 830 000 000	24 238 000 000	24 198 000 000	41 249 721 928		65 447 721 928	23 655 000 000	64 904 721 928
03 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	4 647 840 926	4 647 840 926	1 600 123 257	1 595 806 313			1 595 806 313	1 591 318 278	1 591 318 278
05 GRANDE CHANCELLERIE	1 763 418 833	1 763 418 833	484 560 571	483 899 416			483 899 416	482 189 299	482 189 299
06 PRIMATURE ET SERVICES RATTACHES	111 880 000 000	111 880 000 000	27 150 000 000	27 130 000 000	140 000 000		27 270 000 000	15 425 000 000	15 565 000 000
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	2 889 833 709	2 889 833 709	652 201 359	650 345 443			650 345 443	648 428 896	648 428 896
08 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2 540 912 156	2 540 912 156	856 204 039	855 537 982			855 537 982	852 273 948	852 273 948
10 COUR DES COMPTES	1 611 421 955	1 611 421 955	333 939 020	333 939 020			333 939 020	333 939 020	333 939 020
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	5 037 545 298	5 037 545 298	1 155 368 596	1 150 940 477	327 000 000		1 477 940 477	959 296 374	1 286 296 374
12 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 520 800 000 000	1 520 800 000 000	504 845 464 298	275 619 598 174	320 637 088		275 940 235 262	273 641 979 190	273 962 616 278
13 CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS	4 100 000 000	4 100 000 000	1 025 000 000	1 025 000 000			1 025 000 000	1 025 000 000	1 025 000 000
14 MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	343 990 000 000	343 990 000 000	214 180 517 297	214 180 517 297			214 180 517 297	10 336 000 000	10 336 000 000
15 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE	362 630 000 000	362 700 000 000	33 800 000 000	33 445 000 000	3 857 018 992		37 302 018 992	26 605 000 000	30 462 018 992
16 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	16 933 000 000	16 933 000 000	2 828 362 816	2 778 176 415	7 000 000		2 785 176 415	1 729 535 759	1 736 535 759
17 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	59 294 000 000	59 904 000 000	10 301 000 000	10 103 000 000	131 800 000		10 234 800 000	9 320 851 547	9 452 651 547
18 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	138 710 000 000	138 670 000 000	29 841 000 000	29 771 000 000	3 757 636 650		33 528 636 650	4 294 434 048	8 052 070 728
19 MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	61 850 000 000	61 850 000 000	742 418 819	551 437 427			551 437 427	523 089 876	523 089 876
20 MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	89 951 000 000	90 201 000 000	3 478 498 931	3 264 690 267	489 517 375		3 754 207 642	1 302 339 653	1 791 857 028
21 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	786 950 000 000	786 990 000 000	131 052 337 021	118 609 337 021	30 000 000		118 639 337 021	46 672 337 021	46 702 337 021
22 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	814 630 000 000	814 640 000 000	164 500 000 000	162 930 000 000			162 930 000 000	150 810 000 000	150 810 000 000
24 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	381 930 000 000	381 930 000 000	47 634 000 000	46 090 000 000	359 366 000		46 449 366 000	38 321 000 000	38 680 366 000
25 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	82 735 000 000	82 735 000 000	18 575 000 000	18 528 000 000	1 110 713 306		19 638 713 306	14 884 000 000	15 994 713 306
26 MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE	291 140 000 000	291 140 000 000	48 873 000 000	39 843 000 000	10 227 076 268		50 070 076 268	33 547 000 000	43 774 076 268
27 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE	57 661 000 000	57 661 000 000	3 367 143 853	3 320 111 772	-2 083 333		3 318 028 439	2 096 590 058	2 094 506 725
28 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE									
29 MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS	60 685 000 000	60 685 000 000	5 954 902 080	5 923 447 166	2 014 064 955		7 937 512 121	1 379 470 534	3 393 535 489
30 MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	605 973 010 725	603 237 010 725	39 259 956 833	38 463 708 454	2 755 368 210	25 818 000 000	67 037 076 664	53 815 420 369	82 388 788 579
31 MINISTERE DES EAUX ET FORÊTS	32 061 000 000	32 061 000 000	5 255 969 151	4 497 424 349	611 874 220		5 109 298 569	4 395 309 726	5 007 183 946
33 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	192 380 000 000	191 580 000 000	33 129 000 000	33 126 000 000	824 379 819		33 950 379 819	31 210 000 000	32 034 379 819
34 SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	93 033 000 000	93 033 000 000	10 286 000 000	9 665 825 690			9 665 825 690	7 638 281 075	7 638 281 075
35 MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	14 669 000 000	14 669 000 000	1 923 935 795	1 842 120 781	677 104 000		2 519 224 781	782 994 974	1 460 098 974
37 MINISTERE DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DE LA PROMOTION DES PME	13 018 000 000	13 018 000 000	1 238 576 856	1 197 913 691	143 467 606		1 341 381 297	1 105 669 187	1 249 136 793
38 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	13 815 000 000	13 815 000 000	4 786 455 430	4 398 753 863			4 398 753 863	1 316 672 894	1 316 672 894
39 MINISTERE DU TOURISME	10 509 000 000	10 675 000 000	920 870 665	884 237 383			884 237 383	761 297 362	761 297 362
40 MINISTERE DES TRANSPORTS	19 626 000 000	19 626 000 000	4 409 799 499	4 368 764 934			4 368 764 934	4 068 911 561	4 068 911 561
42 MINISTERE DE LA FEMME, DE LA PROTECTION DE L'ENFANT ET DE LA SOLIDARITE	28 128 000 000	28 128 000 000	2 722 421 241	2 464 813 112	49 322 000		2 514 135 112	2 113 806 890	2 163 128 890
44 MINISTERE D'ETAT, AUPRES DU PR CHARGE DU DIALOGUE POLITIQUE ET DES RELATIONS AVEC LE PEUPLE	991 989 546	991 989 546	50 000 000	50 000 000			50 000 000	50 000 000	50 000 000
45 MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE L'INDEMNISATION DES VICTIMES									
47 COUR SUPREME	8 897 197 760	8 897 197 760	2 111 412 076	2 108 423 084	1 161 140 933		3 269 564 017	2 086 360 277	3 247 501 210
48 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE									
49 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET SERVICE CIVIL	28 848 000 000	28 848 000 000	3 474 361 355	3 304 659 862			3 304 659 862	3 288 592 618	3 288 592 618
51 MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	13 608 000 000	13 608 000 000	1 447 983 772	1 326 570 946	100 000 000		1 426 570 946	1 090 708 671	1 190 708 671
59 MINISTERE DE L'ENTREPRENEURIAT NATIONAL, DE L'ARTISANAT ET DE LA PROMOTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES									
60 MINISTERE DE L'INTÉGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR	3 317 479 397	3 317 479 397	344 378 865	327 787 710			327 787 710	220 984 237	220 984 237
68 PARQUET GENERAL	1 228 501 770	1 228 501 770	270 970 891	270 970 891			270 970 891	270 970 891	270 970 891
72 MINISTERE DE LA SALUBRITE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	49 135 000 000	49 135 000 000	1 738 257 758	1 470 036 436			1 470 036 436	324 941 672	324 941 672
73 MINISTERE DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT SOCIAL									
74 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE	36 231 000 000	36 231 000 000	2 741 275 059	2 740 401 704			2 740 401 704	2 625 628 205	2 625 628 205
75 SENAT	4 500 000 000	4 500 000 000							
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	6 501 421 152 075	6 500 621 152 075	1 402 651 525 093	1 143 956 485 708	70 342 126 017	25 818 000 000	1 240 116 611 725	786 657 579 274	882 817 705 291

dont

Remboursement de crédits de TVA

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

15 200 000 000

15 200 000 000

ANNEXE 6 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES A FIN MARS 2017

Nature de dépenses	2016	2017	
	Exécution fin 2016	Budget	Réalisation fin mars
DEPENSES EDUCATION	1 106 086,7	1 107 244,3	206 865,3
Courantes	922 821,1	989 134,3	199 091,9
Administration Centrale	726 010,4	776 482,6	186 808,2
Personnel	708 776,9	746 465,8	186 229,94
Abonnement	6 056,4	11 593,7	431,54
Autres Administrations Centrales	11 177,1	18 423,1	146,72
Structures éducatives (hors personnel)	195 946,6	212 651,7	11 347,5
Subventions aux écoles privées	101 808,5	108 600,0	0,00
Kits Scolaires	15 054,1	14 000,0	479,46
Bourses	21 850,3	22 312,5	1 814,29
Transferts aux Etablissements Publics Nationaux	21 887,1	31 202,1	5 986,04
Ecoles publiques	35 346,6	36 537,2	3 067,67
Avances non encore régularisées	864,2		936,3
Investissement	183 265,6	100 510,0	7 773,4
Administration	0,0	0,0	7 773,37
Construction et équipements (y compris kits pédagogiques et cantines scolaire)	183 265,6	100 510,0	0,0
dont prêts extérieurs	755,4	17 297,7	0,0
Avances non encore régularisées		17 600,0	
DEPENSES SANTE	306 663,8	386 535,8	46 673,5
Courantes	201 449,9	221 468,9	38 783,3
Administration Centrale	169 693,8	183 668,9	34 826,7
Personnel	136 332,2	147 530,7	33 907,79
Abonnement	4 315,0	8 560,2	419,71
Autres Administrations Centrales	29 046,5	27 578,1	499,22
Structures sanitaires (hors personnel)	30 617,7	37 800,0	3 384,5
Niveau primaire et secondaire	9 102,9	11 896,6	316,91
Niveau tertiaire	7 598,3	8 536,2	1 041,32
Niveau quaternaire	13 114,8	14 580,5	2 000,29
Autres	801,7	2 786,8	25,95
Avances non encore régularisées	1 138,4		572,1
Investissement	105 213,8	163 896,8	7 890,2
Administration	1 115,9	1 218,3	0,00
Construction et équipements	104 097,9	162 678,5	7 890,18
dont prêts extérieurs	58 519,3	84 171,6	700,00
Avances non encore régularisées		1 170,0	
TOTAL	1 412 750,5	1 493 780,1	253 538,8

ANNEXE 7 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN MARS 2017
(toutes sources de financement confondues)

(En FCFA)

DOMAINES	2016	2017	
	REALISATION	BUDGET	Réalisation fin Mars
01 Agriculture et développement rural	123 972 400 033	103 108 735 952	26 365 208 384
01.0 Administration générale	58 633 530 748	51 845 516 357	18 636 482 930
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	24 456 107 594	18 047 138 407	333 105 349
01.2 Formation et encadrement	10 178 135 391	14 738 020 172	6 253 635 151
01.3 Aménagement hydro-agricole	17 134 626 300	3 988 061 016	1 141 985 017
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	13 570 000 000	14 490 000 000	
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	9 114 461 161	10 775 237 279	1 424 001 759
02.0 Administration générale / formation et encadrement	5 606 411 126	5 346 566 355	1 152 069 247
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 325 824 054	2 039 230 924	241 252 512
02.2 Pêche et aquaculture	1 182 225 981	3 389 440 000	30 680 000
03 Education	1 179 287 964 390	1 171 144 302 945	207 509 799 174
03.0 Administration générale	32 770 125 898	37 652 972 480	1 966 328 499
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	531 080 794 039	474 043 728 696	109 361 468 692
03.2 Alphabétisation	573 113 492	557 514 915	
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	359 944 222 244	416 342 226 592	62 157 754 494
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	211 419 708 717	242 547 860 262	34 024 247 489
03.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Education	43 500 000 000		
04 Santé	330 439 726 736	388 799 306 175	45 137 155 271
04.00 Administration générale santé	157 012 333 166	164 968 428 183	28 017 272 159
04.01 Système de santé primaire	59 538 982 312	101 605 680 955	8 634 309 352
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	3 975 526 103	2 830 307 722	
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endemies	38 469 417 532	20 639 634 985	8 336 270
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	1 413 136 863	13 300 906 003	1 300 000
04.05 VIH/SIDA	3 169 197 957	23 958 040 294	42 178 005
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	46 861 132 803	61 496 308 033	8 433 759 485
04.7 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Santé	20 000 000 000		
05 Eau et Assainissement	58 635 218 152	121 505 899 178	18 459 016 137
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	21 574 670 136	79 936 177 592	17 846 816 394
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	7 060 548 016	41 569 721 586	612 199 743
05.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Salubrité et Assainissement	13 500 000 000		
05.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Eau Potable	16 500 000 000		
06 Energie	45 458 414 778	76 082 549 222	11 254 610 332
06.1 Accès à l'électricité	31 958 414 778	76 082 549 222	11 254 610 332
06.2 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Electricité	13 500 000 000		
07 Routes et ouvrages d'art	153 833 087 949	196 141 557 574	62 906 470 970
07.1 Entretien pistes rurales	20 063 038 412	7 162 311 606	2 876 484 808
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	8 187 146 456	7 336 578 008	
07.3 Autres travaux routiers	100 582 903 081	181 642 667 960	60 029 986 162
07.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Entretien et Aménagement	25 000 000 000		
08 Affaires Sociales	38 399 517 634	34 064 821 458	2 566 929 655
08.0 Administration générale	31 248 954 465	25 054 915 461	2 498 734 355
08.1 Formations destinées aux femmes	1 575 627 583	737 824 704	51 732 200
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 111 681 076	3 964 651 917	16 463 100
08.3 Formation au personnel d'appui	1 779 495 361	1 772 738 376	
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	683 759 149	2 534 691 000	
09 Décentralisation	55 136 899 814	63 267 844 001	12 975 577 423
09.1 Décentralisation	55 136 899 814	63 267 844 001	12 975 577 423
10 Reconstructions et réhabilitations	11 279 407 992	15 900 000 000	
10.1 Reconstruction et réhabilitation		400 000 000	
10.2 Habitat et logements sociaux	11 279 407 992	15 500 000 000	
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	9 230 100 598	35 975 353 285	777 443 837
11.1 Promotion et insertion des jeunes	6 639 498 563	32 122 012 628	347 622 188
11.2 Appui et suivi DSRP	73 239 211	984 700 000	
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	2 517 362 824	2 868 640 657	429 821 649
TOTAL	2 014 787 199 237	2 216 765 607 069	389 376 213 005

Source: SIGFIP-DGBF